

# **Droit européen des aides d'Etat et intérêt général: Le contrôle des politiques nationales d'intervention économique par la Commission européenne PDF - Télécharger, Lire**



TÉLÉCHARGER

LIRE

ENGLISH VERSION

DOWNLOAD

READ

## **Description**

Le présent ouvrage reprend la thèse de doctorat défendue par l'auteur le 25 avril 2008 au sein de la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain (UCL). Cette thèse étudie comment certaines aides publiques, distortives de concurrence, sont cependant acceptées parce qu'elles contribuent à l'intérêt général d'un Etat membre ou de l'Union européenne. En analysant cette relation, la thèse apporte un éclairage original sur le droit des aides d'Etat et propose plusieurs pistes pour le développement futur de cette importante matière. La recherche de Julien De Beys a significativement contribué à faire progresser la doctrine sur le sujet. En effet, la thèse d'une part, identifie la place actuelle de la notion d'intérêt général au sein du droit de l'Union européenne de même que, d'autre part, elle met en évidence les profondes évolutions que le contrôle des aides imprime aux politiques d'intervention économique des États membres.



§1 : Une définition fonctionnelle proche du droit communautaire 12 . envisagée pour les services d'intérêt économique général dans la mesure où l'irrespect . En effet, l'État peut, par son intervention sous forme d'aides, fausser le jeu de la . les États à l'octroi préalable d'une autorisation par la Commission Européenne.

En Europe, cette politique est définie par les institutions européennes, et vise à . L'UE surveille également les opérations de concentration et limite les aides . La Commission européenne définit les principes du droit de la concurrence en ... Les services d'intérêts général (SIG) qui autorisent l'intervention de l'État (justice).

3 oct. 2017 . droit des aides d'État pour la période du mois de novembre 2016 à août .

Récemment, la matière a connu un regain d'intérêt public après que les. 4 . Cf. PIERSON, Matthieu, Aides d'État et politique de l'Union européenne : contrôle . L' 'interventionnisme libéral', paradoxe de la constitution économique.

La politique agricole commune (PAC) est une politique mise en place à l'échelle de l'Union européenne. À l'origine, elle est fondée principalement sur des mesures de contrôle des .. Les discussions ont été lancées par la Commission européenne au .. La PAC a utilisé une grande palette de techniques d'interventions.

La Commission. . Représentant l'intérêt général, elle a le pouvoir d'initiative des politiques . au contrôle politique du Parlement et du Conseil, au contrôle juridictionnel de la . La Cour de Justice des Communautés Européennes (CJCE). . de droits sociaux et garantir l'homogénéité en matière économique et sociale,.

quelles aides ? • Primauté des règles européennes . Nationales: qui peut les donner et où? • l'Etat mène la politique économique (const. 58) . Soit par des interventions publiques « aides » . L'arbitre: la Commission .. Obtenir des contreparties d'intérêt général aux aides; .

Compétences d'intervention de droit commun.

RÉGIMES NATIONAUX ET. CADRE .. Le cas du droit des services d'intérêt économique général . Euro ; M. di Bucci est directeur au service juridique de la Commission et chargé de l'équipe « Aides d'État » et sa compétence n'est pas à . public à la française » et sur sa viabilité au regard des règles européennes.

5 déc. 2003 . a - Le critère de l'investisseur privé en économie de marché . 3 - Le bénéficiaire de l'aide : droits et charge de la récupération . c – L'obligation de motivation de la Commission européenne . La présente intervention a pour sujet l'actualité des aides d'Etat en 2003. ... réglementation nationale".

Le rôle de coordination de la région Le rapport annuel relatif aux aides. . Les politiques structurantes . responsabilités de l'Etat et des collectivités territoriales au regard du droit communautaire . La procédure de contrôle des règles de cumul d'aides. Le droit des interventions économiques des collectivités territoriales et.

En tant qu'utilisateurs de ces services, les citoyens européens attendent . Pour la Commission, les utilisateurs des services d'intérêt général ne sont pas des . pour la politique des consommateurs 1999-2001 ", la Commission considère les .. les aides d'Etat, le plafond de minimis, en dessous duquel le contrôle de la.

23 mai 2014 . Si la politique commerciale vise à ouvrir les marchés européens en supprimant les obstacles internationaux publics aux échanges (droits de douane, . l'État un guide de l'économie, orientant le marché en imposant des ... Par ailleurs, l'UE se singularise par son contrôle des aides d'État nationales, qui.

Dans l'Union européenne, le droit des Aides d'Etat fait partie intégrante des . son objectif étant d'éviter que la politique des Etats en matière de soutien aux . sous le contrôle en premier lieu de la Commission européenne, qui dispose de . à compenser la réalisation d'un service d'intérêt économique général (SIEG),.

1 mars 2009 . porteuse de conflit, lorsque l'intérêt général exige l'abandon de la règle . Les communications et décisions de la Commission européenne .. 19 D. SPECTOR, « L'économie politique des aides d'État et le choix du . nationales et communautaire, les règles de droit apparaissent un médiateur à la fois.

Cette liberté, imposée par les traités européens, a été largement consacrée . des objectifs de politique culturelle, . L'intervention de l'État s'arrête donc en principe là .. (6) Décision de la Commission dans l'affaire N 630/03 – Italie – Aide en . pour les entreprises fournissant des services économiques d'intérêt général.

B. Les programmes d'initiative nationale . III ) LES POLITIQUES STRUCTURELLES EUROPEENNES . Service public, service d'intérêt général et service universel . coordination de politiques économiques et la stratégie européenne pour . Commission, surveille l'évolution de la situation économique de chaque Etat.

6 oct. 2006 . L'intérêt général national vu par les droits européens . notion d'intérêt général et la définition nationale de l'intérêt général est évident. ... en manquement 23 que dans le contrôle des aides publiques 24, . et les données économiques, sociales, politiques qui justifient l'intervention de la puissance.

29 août 2017 . Compétence appartenant à la Commission européenne, cette dernière . de positions dominantes, monopoles, concentrations et aides d'Etat. . Le droit européen de la concurrence s'applique à toutes les entreprises privées ou publiques. . Les services d'intérêt économique général (SIEG), que sont par.

19 févr. 2007 . La politique de concurrence est au coeur des débats européens. . En revenant sur ses fondements – droit américain de la concurrence, traité CECA et .. Une fois caractérisée, l'aide d'Etat contrôlée par la Commission peut être . et des mesures facilitant les aides en faveur de l'intérêt général : hôpitaux,.

5- La politique agricole commune (PAC), Doit communautaire agricole et . 3- Les aides nationales dans la Communauté européenne, (ouvrage collectif du . 10- 29 janvier 2005 journée d'études de l'Annuaire de droit européen Paris II sur la ... et service d'intérêt général en droit administratif et droit communautaire.

La Commission européenne peut aussi interdire une aide a priori . Qu'est-ce qu'une aide au sens du droit communautaire ? . nationale du Crédit Agricole sur "incitation" de l'Etat constituait une aide . En revanche, les aides liées à des services d'intérêt économique général .. L'intervention des tribunaux nationaux.

Au regard du droit européen, les Aides d'Etats sont, par définition, suspectes. . des principaux instruments des politiques économiques nationales, auxquels les . pour réaliser des objectifs d'intérêt général, en cas de défaillance du marché. . la Commission européenne (et de la Cour des comptes européenne) d'exercer.

2 mars 2009 . Les collectivités locales et régionales européennes ont toujours procédé à l'organisation . et régionales et la Commission européenne sur la question de savoir dans .. des services d'intérêt économique général, dans l'intérêt des populations .. compensation ne doit pas constituer pas une aide d'État si :.

3 juin 2015 . un contrôle a posteriori par la Commission renforcé et, d'autre part, . politique industrielle et économique, comme elles sont, du point de vue . Secrétariat général aux affaires européennes (SGAE) assume de facto un . les aides d'État comme outil de politique industrielle. ... étendue qu'en droit français.

18 janv. 2002 . recherche effectuées à la faculté de droit de la K.U. Leuven dans les domaines du droit .. C.J.C.E., arrêt du 26 septembre 1996, France/Commission, aff. .. nationales et contrôle communautaire des aides d'Etat, Journal des tribunaux. . Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes (« le.

la notion économique. .. L. Idot, « « Vingt ans de politique européenne de concurrence », in Rev. aff. . B. Les sources actuelles du droit européen de la concurrence . projets d'aides, contrôle de nature administrative, ex ante, structurel ? . la distinction entre autorités spécialisées qui agissent dans l'intérêt général et les.

Cependant, les services non économiques d'intérêt général ne sont pas . De son côté, la politique européenne de cohésion ne vise pas seulement les SIEG. . elle établit un ensemble des domaines d'intervention, plus ou moins nombreux, . et/ou régionaux des politiques européennes, nationales et/ou infranationales, les.

GUIDE DES PROCEDURES DE L'AUTORITE DE GESTION NATIONALE FSE .. Procédure à suivre pour les audits des systèmes de gestion et de contrôle . .. chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, le cas échéant ; . 2020, et de déterminer la nature de l'intervention des fonds européens sur les.

28 oct. 2011 . Le droit communautaire repose sur le libéralisme politique et l'idée que . service d'intérêt économique général (SIEG), notion communautaire . Pour les autres régimes d'aide, une notification préalable à la commission européenne doit . encouru par l'entreprise du fait de l'intervention de l'État membre,.

5 déc. 2014 . Etonnante décision du Tribunal de l'UE validant les aides de . assuré par un fonds contrôlé par l'Etat, dont les dépenses annuelles devaient s'élever . participaient à la gestion d'un service d'intérêt économique général, justifié . à la Commission d'avoir violé plusieurs dispositions du droit de l'UE autres.

La Commission européenne exerce un contrôle exclusif sur les aides d'État versées par les . Dans la mesure où le jeu de la concurrence apporte aux citoyens européens . européenne et les juridictions ou autorités de concurrence nationales . membres et la Communauté instaurent une politique économique «conduite.

Droit européen des aides d'Etat et intérêt général – Le contrôle des politiques nationales d'intervention économique par la Commission européenne,.

17 nov. 2016 . Dans son remarquable ouvrage L'économie du bien commun . La stabilité politique, l'existence de droits dont jouissent les citoyens notamment, font .. elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'État de droit. .. Notamment la Commission européenne qui, en vertu de l'article 17 TUE.

26 nov. 2013 . l'épreuve du contrôle européen des aides d'Etat. Thierry Granier. . Droit des fonds d'investissement, éditions Lamy Reflexe Droit, pp. 330-352 .. européenne sur les politiques économiques nationales. Le Traité .. établissement spécial [qui] remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques.

Ce blog est consacré à la notion de service d'intérêt économique général (SIEG). . Elle n'est pas définie dans le traité ou dans le droit dérivé. . l'Union européenne a mis en oeuvre des politiques qui dérogent, du reste de moins en moins, .. Aides d'Etat : le « paquet Almunia » est adopté par la Commission européenne.

1 juil. 1992 . L'action économique des personnes publiques – étude annuelle 2015, n° 66. . Le droit européen des droits de l'homme, n° 1, 2011.

1 - Le droit antitrust – Ententes, abus de position dominante, concentrations 2 - Le . par la Commission européenne (en pratique, par la DG Concurrence) sur la base de . La politique de contrôle des aides d'Etat a pour but de contribuer à une . l'intervention des Etats est nécessaire au bon fonctionnement de l'économie.

dans le fait d'échapper ou non à une procédure de contrôle relativement lourde. .

Communautés européennes du 24 juillet 2003, Altmark, semble résoudre ce problème. .. de savoir si le Traité, les dispositions concernant les aides d'Etat, et le droit .. d'intérêt économique général ou de service public est remise en cause.

l'Union européenne à Luxembourg de leur aide essentielle et leur .. Chapitre I) L'exercice extensif à l'origine d'une réglementation générale des politiques nationales . décisions de la Commission en matière d'aides d'État ... dernier contient la notion de services d'intérêt économique général et que le financement de.

La politique de la concurrence résulte d'abord d'un accord entre la France et . règles vis-à-vis des entreprises et celles à l'égard des interventions de l'État. . à l'émergence de géants économiques européens capables de concurrencer . 107 à 109 TFUE) posent donc le principe général de l'interdiction des aides d'État,.

Revue internationale de droit économique . 2.2.3 Le contrôle des aides à la restructuration est exercé dans l'intérêt commun . Deux liens potentiels entre les règles européennes et les multiples restructurations qui . Le premier découle des conditions posées par la Commission européenne pour l'octroi d'aides à la.

B. Le périmètre des MIG incluses dans le Fonds d'intervention régional (FIR) . dans les services de soins prévus dans le cadre de la politique nationale de lutte contre le ... missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC), . d'intérêt économique général (SIEG) est considérée comme une aide d'État.

Le débat européen sur le sens du logement social, à savoir la nature des . titre du contrôle communautaire des aides d'Etat, le bien fondé du caractère d'intérêt général . Le logement social relève de la notion de SIEG en droit communautaire. . européenne (TFUE), le bon accomplissement des missions d'intérêt général.

à la concurrence et au marché intérieur, la Commission européenne a depuis . national et européen afin de faire reconnaître la spécificité de ces SSIG ainsi que celle . aux services d'intérêt économique général dans les domaines des services . SIEG se traduit également par un contrôle étroit des aides d'Etat, qui pour-

20 sept. 2012 . L'évolution du régime européen sur les aides d'État . envisagées, Bruxelles a adapté les règles concurrentielles à la situation économique.

L'intérêt général: limite ou pierre angulaire du droit de la concurrence? . a été clairement fait par l'Union européenne, comme le rappelle l'article 4, § 1er, CE, . et de la Communauté comporte l'instauration d'une politique économique fondée .. de financement peuvent être appréhendées par le contrôle des aides d'Etat.

du Marché Unique et protection du modèle social européen .61. A. Contexte . d'intérêt général », de « service économique d'intérêt général », de. « services . européen. La Commission européenne doit s'approprier véritablement les SSIG . le seuil des aides d'Etat soit relevé : le seuil de minimis devrait pas- ser de 200.

Le droit européen tel que nous l'avons envisagé dans cette recherche . publics nationaux ne s'exposent pas de la même manière à l'influence . affecté par les règles communautaires, en matière de marchés, d'aides d'Etat, dans le régime de ... service d'intérêt économique général, de même que lorsqu'il étend la notion.

La notion de service d'intérêt général (SIG) est très présente dans le Traité constitutionnel. . Parallèlement, la Cour de justice des Communautés européennes . la Charte des droits

fondamentaux et dans la partie III, portant sur les politiques et le . Chaque Etat membre organise, finance et contrôle les services publics ou.

Droit européen des aides d'Etat et intérêt général: Le contrôle des politiques nationales d'intervention économique par la Commission européenne. Front Cover.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES. Bruxelles, 21.5 ... droit d'accès des citoyens aux services d'intérêt économique général dans la Charte.

Une politique industrielle nationale est-elle encore nécessaire ? . chargé de l'intelligence économique au Secrétariat général de la Défense nationale. .. et fournir à la Commission européenne la justification d'une autorisation préalable (la . Le droit européen n'interdit pas des aides de l'État aux entreprises, visant à.

Créée le 10 janvier 1994 par le Traité de Dakar, l'Union économique et monétaire ouest . coordination des politiques sectorielles nationales (dans le domaine des .. le règlement n° 04/2002/CM/UEMOA relatif aux aides d'État à l'intérieur de .. 24 Les règles communautaires européennes en droit de la concurrence ont.

Dans les pays européens, elle ne s'est réellement imposée que sous l'impulsion de la . définit aujourd'hui les principes du droit de la concurrence en vigueur dans les . aides accordées par un Etat à ses entreprises nationales, faussant ou .. claire entre les services non économiques d'intérêt général (police, justice,.

30 juil. 2010 . Pour la Commission, les aides d'États sont des avantages sélectifs, donc . leurs champions nationaux, le droit communautaire de la concurrence, sur la base . La mission de contrôle de la validité de ces interventions au regard du droit . chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

défaillances de marché et des objectifs d'intérêt commun européen doit permettre . général à l'égalité des territoires ( CGET) organise, conformément à l' . des aides d'Etat, par les juges nationaux ou par la Commission européenne, .. conformer aux règles de droit interne relatives aux interventions économiques des.

8 mai 2012 . CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ. DES RÉGIONS. Modernisation de la politique de l'UE en matière d'aides d'État . frontières nationales et, deuxièmement, une politique de . contrôle des aides d'État visant à empêcher que le fonctionnement de ce marché.

1 janv. 2015 . INTERVENTIONS ECONOMIQUES DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES . Comparaisons avec les définitions de l'Union européenne et de .. L'objet de la politique de contrôle des aides d'État est de s'assurer . les aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun.

Tribunal de Première Instance des Communautés Européennes . la concurrence, elles font l'objet d'un contrôle attentif. . En ce sens, la notion d'intérêt économique général est désignée par . d'interpréter les dispositions du Traité relatives au droit des aides d'État, et la Commission, qui . politiques nationales propres.

aides versées par l'aéroport, laquelle fut adressée à la Commission en janvier 2002. . dessertes aériennes dans le cadre du droit européen de la concurrence. . aéroports français, mais aussi européens vis-à-vis des exigences de certaines . Aides publiques et développement des territoires : Opportunité économique et.

concurrence assurant l'intérêt de tous », démontre que le marché se régule de lui-même. . l'économie via des aides d'Etat, car ces dernières procurent des avantages aux entreprises . politique nationale, ce qui justifie un contrôle par les autorités .. 10 Rapport Général sur l'activité de l'Union Européenne 2005. 11 Op cit.

Les aides d'État dans le cadre général des politiques européennes. 7. Introduction. 9. 1. .. terminante sur les services d'intérêt économique général. C'est en effet au . vues par le Traité,

la jurisprudence ou le droit dérivé, aux règles de la . Les conditions pour qu'une intervention puisse être qualifiée d'aide illicite au sens.

en matière de services sociaux d'intérêt général, de santé, de retraites, . articles 34 et 35 les droits à la sécurité sociale et à la protection de la santé dans l'Union. Par conséquent, l'impact des politiques européennes dans le domaine de la ... chaque État membre d'allonger sa liste nationale de mesures de contrôle pour.

5 sept. 2005 . Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant : . La Commission des Communautés européennes participe aux . des politiques antitrust, concernant les fusions et les aides d'État, .. application des droits nationaux des États membres. . Ces contrôles, que la Commission est.

17 mai 2004 . 2.2.2. doctrine de contrôle des aides spécifique au transport aérien . Les flags carriers étaient conçus comme un instrument de politique nationale, et leur . en Irak, la Commission européenne ne prévoit que des interventions minimales .. Les concessionnaires d'un service d'intérêt économique général.

J. DE BEYS, Droit européen des aides d'Etat et intérêt général: Le contrôle des politiques nationales d'intervention économique par la Commission européenne.

Le droit européen distingue et encadre les services d'intérêt . nationale. SSIG non économique. Ex : Sécurité sociale, protection du . Commission Européenne : guide relatif aux SIEG et SSIG 29 04 2013 . pas une aide d'Etat \* . Cette reconnaissance est à la fois un acte politique et un outil technique qui permet de.

La Commission des affaires européennes est composée de : M<sup>me</sup> Danielle AUROI, . B. LA MODERNISATION DU DROIT DES AIDES D'ÉTAT 32 . La politique européenne en matière de concurrence fait-elle de l'Europe « l'idiot du village . d'une économiste sur l'intérêt de favoriser la concurrence en économie ouverte.

27 juin 2014 . Encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l' . Nécessité de l'intervention de l'État ... d'intérêt commun et un contrôle accru de l'effet incitatif, de la . de la politique de l'Union européenne en matière d'aides d'État», .. au Comité économique et social européen et au Comité des.

la diversité des services d'intérêt économique général et les disparités qui . En même temps, le droit primaire européen, avec le Pro- tocole 26, précise les.

Les politiques publiques et l'évolution de la forme de l'État Providence . . Les services d'aide à la personne en France, par l'UNA (Union Nationale de l'Aide, des ... Définition européenne des Services d'Intérêt Général (SIG) .. contrôle de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE), peut à tout moment.

2 mars 2014 . Si le principe des SIEG apparaît dans le droit européen dès le traité de Rome . Ce qui distingue Services d'Intérêt Economique Général et . administrations publiques nationales ou territoriales et . services reconnus par la Commission Européenne. . aide d'Etat » - sont circonscrits à la réalisation d'une.

L'évaluation des politiques publiques en quelques points clés . .. Enjeux européens et comparaisons internationales . .. valeurs : rigueur, impartialité, transparence, volonté de faire prévaloir l'intérêt général – plus . Économie, conseil et gestion publique : suivi et évaluation des politiques .. droit public financier rénové.

Matières enseignées : Droit public économique – Droit des aides d'État – Droit de la concurrence . Le contrôle communautaire des aides publiques nationales.

23 juil. 2012 . Le Parlement et le Conseil européens acquièrent de nouvelles prérogatives . La notion de services non économiques d'intérêt général a été introduite . C'est la Commission qui a consacré la notion de services sociaux d'intérêt ... le cadre d'une politique visant à diversifier les prestataires d'aide sociale.



L'analyse montre que l'ensemble des États européens – à . interventions en fonction de l'intérêt général et du bien public. . levier stratégique des politiques économiques. . système d'allocation, de contrôle et d'évaluation, ainsi que sur ses finalités . aux aides d'État destinés à la Commission ainsi qu'à élaborer des.

5 mars 2015 . Le Droit public économique ou droit public des affaires réglemente les modalités d'intervention de l'État sur le marché c'est-à-dire : . préserver son caractère concurrentiel et aider les opérateurs par des aides publiques. . ses besoins ou pour satisfaire indirectement l'intérêt général de la population.

En présence de difficultés rencontrées par les opérateurs européens pour pénétrer . un contrôle exclusif et préalable des aides confié à la Commission européenne, . signataires de l'Accord général, et causer un préjudice sérieux aux intérêts . de l'économie nationale, le droit international accorde la possibilité aux États.

Perspectives européennes sur la politique de la concurrence dans l'espace OHADA . quelles évolutions dans la pratique décisionnelle de la Commission européenne ? ... le délicat équilibre entre intérêts privés et intérêt général dans la régulation des domaines . J. DE BEYS, Restructurations et contrôle des aides d'État

Communication de la Commission relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ... La Cour de justice estime pertinente l'existence de participations de contrôle de . choix politiques et de l'évolution économique de l'État membre considéré,.

Européen RSCAS,. Florence . À l'heure où la Commission a rendu publiques les premières conclusions de son enquête . des aides d'État comme instrument de politique énergétique européenne. .. rôle économique général (ci-après « SIEG ») que le carac- .. suivre un objectif d'intérêt commun, à savoir l'adéquation.

2 LA SOCIOLOGIE DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES . commission de la Communauté européenne économique et de la CECA. . de contrôle d'application du droit communautaire et de reconnaissance entre le fonctionnement européen. . la négociation, il ne tend pas toujours la faculté à de forts intérêts nationaux.

2 juin 2016 . Les aéroports européens, placés dans une proximité géographique qui n'a . politique de la Commission en matière d'aides d'État. Une politique bien . Les activités économiques des aéroports sont soumises au contrôle de la Commission. .. a) conformité avec le droit européen des avantages financiers.

En outre, le principe de l'incompatibilité des aides d'Etat est assorti de larges . Les dérogations facultatives[link]; Politique de la commission en matière . traité de Rome a soumis les aides d'Etat à un contrôle de la Commission 3. fondé sur ... Les aides destinées à promouvoir un projet important d'intérêt européen ou à.

23 juil. 2012 . 2.1 L'intervention directe des pouvoirs publics sur un marché concurrentiel . portent pas sur les règles relatives aux aides d'Etat susceptibles de s'appliquer . Le droit de la concurrence, qu'il soit de source européenne ou nationale, . chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou.

I.- La régulation économique : une fonction induite par la volonté de libéraliser . Aussi imprécise que reste cette notion d'intérêt général dans la discipline juridique, elle . La Commission européenne, soutenue et parfois précédée par la Cour de Justice, ... La philosophie du droit communautaire des aides d'État serait de.

5 janv. 2016 . Dans Europe / droit comparé . La fourniture des services publics ou services d'intérêt général . des Etats membres de l'Union européenne, qu'elles soient nationales, . la principale méthode d'intervention au niveau de la Commission . d'aide dans son environnement politique, légal et économique.

25 févr. 2015 . Par des interventions publiques sélectives (« les aides d'Etat »). . Le contrôle des aides d'Etat (un instrument de la politique de . Promouvoir des objectifs d'intérêt commun: RDI ; développement . Permettre une utilisation efficace des fonds publics nationaux et européens quand .. ou des droits de vote.

L'Union européenne se construit à travers une adhésion affirmée et renouvelée à . 13 Ainsi finalisée, la politique de concurrence et par conséquent le droit de la ... des articles 81 et 82 et les aides d'Etat sont contrôlées par la Commission. .. les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

aides accordées par un Etat à ses entreprises nationales, faussant ou risquant de fausser la .. distinction claire entre les services non économiques d'intérêt général . les règles européennes de la concurrence ne s'appliquent pas pour les premiers, les . au contrôle de l'intervention des Etats aussi bien dans la politique.

La Commission européenne note que « dans la pratique communautaire, on . non économique concernent les activités nationales de puissance publique, . d'intérêt général se subdivisent en services sociaux d'intérêt économique .. intérieur (aides d'Etat, libre prestation des services, droit d'établissement, directive «.

1 janv. 2016 . adjointe au chef du bureau du droit européen et international, . Fiche 2 L'intervention de l'État comme opérateur privé en économie de . Fiche 21 Le contrôle des aides existantes . pour ambition de placer la politique des aides d'Etat au service de la . était l'objectif fixé par la Commission européenne.

POLITIQUE DE CONCURRENCE ET AIDES D'ETAT . statut juridique : organisme de droit privé ou public, entreprise publique . Intervention étatique . Affectation des échanges : la Commission européenne est très . Sur la base des textes européens, les Etats adoptent des régimes . d-interet-economique-general.

27 févr. 2002 . Plus récemment encore, en juin 2005, la Commission européenne a lancé une réforme . collectivités territoriales en matière d'aides d'Etat et de compatibilité avec la réglementation . Les principes généraux du droit communautaire . .. Le financement des services d'intérêt économique général (SIEG) .

l'application du droit communautaire des aides d'état. Établi par . Les indices d'un mandat d'intérêt général se retrouvent en France dans de nombreux pans de .. l'appui du Secrétariat général aux affaires européennes (SGAE). ... Le contrôle par la Commission de la définition du champ des SIEG se limite à celui de.

Droit Europeen Des Aides D'Etat Et Interet General. Le contrôle des politiques nationales d'intervention économique par la Commission européenne. av Julien.

intervention législative ou réglementaire des États membres. . l'Europe du XXIe siècle, les services d'intérêt général, y compris les services . face aux contraintes émanant du droit européen . politiques varie d'un État membre à l'autre en . (4) Commission européenne, DG Concurrence, Mesure d'aide n° E 2/2005.

26 févr. 2015 . l'affiche est dirigée contre l'extension des monopoles d'État. . La politique de la concurrence s'exerce non seulement à l'égard des . riser les entreprises nationales. . Par exemple la Commission européenne a condamné le numéro un .. Service d'intérêt économique général : services de nature.

Droit européen des aides d'Etat et intérêt général: Le contrôle des politiques nationales d'intervention économique par la Commission européenne (Omn.Univ.

Centre Charles De Visscher pour le droit international et européen; Groupes de . Contrôle des aides d'Etat et intérêt général dans l'Union européenne (Julien De . la commission des politiques nationales d'intervention économique (2008)

23 mai 2014 . De plus, la Commission européenne veut imposer aux États membres . Au

Royaume-Uni, le logement social est très peu aidé par l'État : le modèle de . Une analyse au demeurant parfaitement juste : en droit européen, le logement social constitue un « service d'intérêt économique général » (SIEG) qui.

